

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 18 au 22 mars 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

5,6%

d'inflation en Afrique du Sud
sur 1 an (StatsSA)

Zoom sur

Infrastructure South Africa (ISA), l'accélérateur public des investissements dans les infrastructures, annonce 12 projets prioritaires (*Engineering News*)

[Infrastructure South Africa \(ISA\), l'accélérateur public des investissements dans les infrastructures annonce 12 projets prioritaires](#)

Lors du Symposium sur le développement durable des infrastructures qui s'est tenu la semaine dernière au Cap, Infrastructure South Africa (ISA) a dévoilé 12 "projets d'infrastructure prioritaires" pour l'exercice financier 2024/25. Ces derniers font partie de 153 projets que le gouvernement soutiendra sur l'exercice 2024/2025. Ces 12 projets prioritaires étant tous confrontés à un ou plusieurs obstacles financiers, ISA va s'attacher à débloquer ces projets pour qu'ils puissent être menés à bien et recevoir les financements nécessaires qu'ils soient du gouvernement, du secteur privé ou des institutions financières régionales et internationales. ISA est sous la supervision du Presidential Infrastructure Coordinating Commission (PICC) Council, présidé par le Président Ramaphosa.

Nom	Secteur	Région	Montant
Terminal d'importation de gaz naturel liquide (GNL)	Hydrocarbures	KwaZulu-Natal	2,1 Mds ZAR = 100 M EUR
Projet de terminal à conteneurs de Durban (DCT Pier 1)	Infrastructures portuaires	KwaZulu-Natal	38 Mds ZAR = 1,85 Mds EUR
Le projet de vrac liquide Berth A100	Infrastructures portuaires/hydrocarbures	Eastern Cape	2,2 Mds ZAR = 110 M EUR
Le projet ferroviaire Ukuvuselela	Infrastructures ferroviaires	Gauteng/Free State/Eastern Cape	7,5 Mds ZAR = 350 M EUR

Projet de rénovation des établissements de santé	Infrastructures sanitaires	Multiples	16 Mds ZAR = 780 M EUR
Projet de construction d'écoles	Infrastructures scolaires	Limpopo/KwaZulu-Natal	8,5 Mds ZAR = 415 M EUR
Le projet gazier d'Eskom à Mossel Bay	Hydrocarbures	Western Cape	30 Mds ZAR = 1,45 Mds EUR
Le projet de pompage-turbinage de Tubatse d'Eskom	Infrastructures énergétiques	Limpopo	35,8 Mds ZAR = 1,75 Mds EUR
Le projet de traitement des eaux usées de Rooiwal Phase 2 à Tshwane	Traitement des eaux usées	Gauteng	35,8 Mds ZAR = 1,75 Mds EUR
Le projet d'augmentation de l'approvisionnement en eau du district d'Amathole	Approvisionnement en eau potable	Eastern Cape	5,5 Mds ZAR = 270 M EUR
La zone économique spéciale (ZES) de Nkhomazi	Zone industrielle	Mpumalanga	8,4 Mds ZAR = 410 M EUR
La zone économique spéciale de Namakwa	Zone industrielle	Northern Cape	Plusieurs milliards de rands = une centaine de millions d'euros

Sommaire :

Afrique australe

- L'Afrique du Sud et la Namibie prévoient d'investir 345 M EUR pour rénover leurs infrastructures ferroviaires et portuaires (*Nairametrics*)

Afrique du Sud

- L'équipe dirigeante de la Banque centrale est reconduite (*Resbank*)
- L'inflation progresse légèrement au mois de février (*StatsSA*)
- L'ouverture au secteur privé des infrastructures ferroviaires et portuaires de Transnet se précise (*BusinessDay*)
- La province du Gauteng en situation de stress hydrique (*Engineering News*)
- Un navire d'Orange Marine envoyé pour réparer la coupure de câbles sous-marins ayant ralenti le trafic internet en Afrique subsaharienne (*My BroadBand*)
- Markus Jooste, ancien PDG de Steinhoff, se suicide (*Business Day*)

Botswana

- L'agence S&P maintient sa notation souveraine à BBB+ (*S&P Global Ratings*)

Zambie

- La Banque mondiale octroie une subvention de 100 MUSD pour le secteur énergétique (*Banque Mondiale*)

Zimbabwe

- Forte baisse des récoltes de maïs au Zimbabwe à cause de la sécheresse historique en Afrique australe (*Agence Ecofin*)

Afrique australe

L’Afrique du Sud et la Namibie prévoient d’investir 345 M EUR pour rénover leurs infrastructures ferroviaires et portuaires (Nairametrics)

[L’Afrique du Sud et la Namibie prévoient d’investir 345 M EUR pour rénover leurs réseaux ferroviaires](#)

La Namibie et l’Afrique du Sud ont annoncé leur volonté d’investir 7 Mds NAD (345 M EUR) pour améliorer leurs infrastructures ferroviaires et portuaires au cours des trois prochaines années. 2 Mds NAD (100 M EUR) devraient être mobilisés par le ministère des finances namibien dès 2024. Cette annonce s’inscrit dans le cadre de l’ambition de la Namibie de devenir un centre logistique de transport en Afrique australe et un canal commercial pour les pays enclavés tels que la Zambie, le Botswana et le Zimbabwe par le biais de ses ports, notamment Walvis Bay pour l’exportation de minerais. Le pays a également mis l’accent sur l’expansion portuaire en prévision de l’activité liée au pétrole et au gaz, notamment à Lüderitz. En outre, dans le budget national présenté en février, le ministre des finances a alloué 6,6 Mds NAD (325 M EUR) (environ 5 % du budget des dépenses) à l’expansion et à la remise en état des chemins de fer actuellement en difficulté. Pour l’Afrique du Sud, ce projet permet de soutenir ses exportations vers la Namibie (70% des marchandises en Namibie proviennent d’Afrique du Sud) qui empruntent à l’heure actuelle principalement la voie routière. Le pays est également touché par une crise logistique et cherchent à remettre à niveau son réseau ferroviaire déficient. Au vu des besoins, des financements additionnels devront être faits afin de mettre à niveau les infrastructures ferroviaires et portuaires de la région.

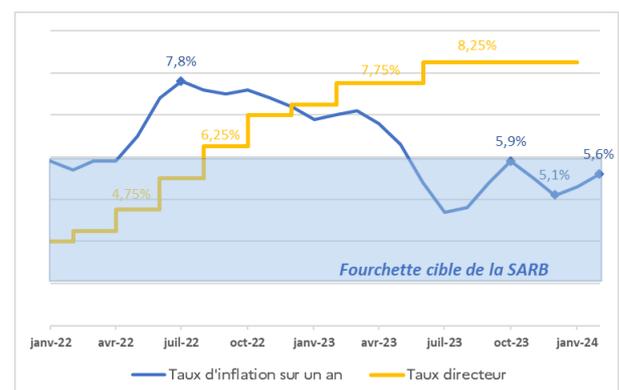
Afrique du Sud

L’équipe dirigeante de la Banque centrale est reconduite (Resbank)

[SARB welcomes President Cyril Ramaphosa’s appointments of SARB executives \(resbank.co.za\)](#)

Dans un communiqué publié le 15 mars, le Président Ramaphosa a annoncé reconduire Lesetja Kganyago au poste de gouverneur de la Banque centrale (*South African Reserve Bank*) pour un troisième mandat d’une durée de cinq ans. Par ailleurs, Dr Mampho Modise est nommée vice-gouverneur et devrait prendre ses fonctions dès le mois prochain. Elle occupait depuis 2017 le poste de directrice adjointe des finances publiques au sein du *National Treasury* et succédera ainsi à Kuben Naidoo, qui avait annoncé sa démission en octobre 2023. A noter également que Nomfundo Tshazibana et Rashid Cassim sont reconduits aux postes de vice-directeurs. Cette série de reconductions et nominations souligne la volonté de maintenir une continuité et stabilité au sein de l’institution monétaire reconnue pour son indépendance, le professionnalisme et la crédibilité de son équipe dirigeante, et sa compétence (efficacité dans son mandat de stabilité des prix et supervision du secteur financier). Dans un contexte économique dégradé et face aux incertitudes des élections générales programmées pour le 29 mai 2024, la nouvelle a été unanimement saluée par le secteur privé.

L’inflation progresse légèrement au mois de février (StatsSA)



[P0141February2024.pdf \(statssa.gov.za\)](#)

Selon l’agence nationale de statistiques (StatsSA), l’inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 5,6% sur un an au mois de février, après 5,3% en janvier. L’indicateur enregistre donc une légère progression, pour le second mois consécutif, alors qu’il se maintient dans la fourchette cible de la Banque centrale (3-6%) depuis juin 2023. Les principaux postes contributeurs à cette évolution sont le « logement, eau et électricité » (+5,8%, soit

une contribution positive de 1,4 point), les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+6,1%, soit +1,1 point) et les transports (+5,4%, soit +0,8 point), portée par la hausse des prix des carburants (essence : +3,4%, diesel : +3,5%). A souligner également la forte progression des prix des assurances maladies sur la période (+9,5% sur un an, après +6,4% au mois précédent). Par ailleurs, le *Bureau of Economic Research* (BER) a mis à jour ses prévisions d'inflation, confirmant la décline progressive de l'indicateur à moyen terme. La hausse des prix moyenne devrait ainsi s'établir à 5,4% en 2024 (après 6,9% en 2023), soit 0,3 point de moins que préalablement estimé.

L'ouverture au secteur privé des infrastructures ferroviaires et portuaires de Transnet se précise (*BusinessDay*)

[L'ouverture au secteur privé des infrastructures ferroviaires et portuaires de Transnet se précise](#)

Transnet, l'entreprise publique sud-africaine en charge de infrastructures ferroviaires et portuaires du pays, se prépare à une ouverture de son réseau ferroviaire et de ses ports au secteur privé. L'Afrique du Sud fait face à une terrible crise logistique, en particulier concernant ces deux secteurs. A titre d'exemple, une enquête de la Banque Mondiale en 2021 avait identifié quatre ports sud-africains parmi les cinq plus congestionnés du monde. Le dernier de ce classement était le port de Durban. Concernant le chemin de fer, celui-ci est fortement dégradé (vols de câbles, manque de maintenance, mauvaise gestion...). En conséquence, sur les cinq dernières années, le nombre de marchandises transportées par le rail est passé de 226 millions à 150 millions de tonnes. Le gouvernement n'ayant pas les fonds requis pour financer les forts investissements nécessaires à la remise à niveau de Transnet, également fortement endetté, il a été décidé d'avoir recours au secteur privé. Selon Transnet, le processus de mise en service des trains privés sur les voies de Transnet débutera au cours du second semestre de l'année 2024. L'ouverture du réseau ferroviaire (21 232 kms) à la participation privée (avec un arriéré de maintenance de 31 Mds ZAR soit 1,5 Mds EUR et une dette de 39 Mds ZAR soit 1,9 Mds EUR) devrait de son côté

débuter en avril 2024. En octobre 2023, un projet-pilote d'ouverture d'une ligne à l'opérateur privé Traxtion Sheltam avait été annulé. Transnet a également décidé de louer l'utilisation de nombreux terrains dans ses ports, principalement à Durban et au Cap, pour une durée variant de 1 à 15 ans, afin de lever des fonds. Cette dernière décision intervient dans le contexte de la première ouverture au secteur privé en avril 2024 d'un terminal de port sud-africain avec la joint-venture entre Transnet et l'armateur philippin International Container Terminal Services Inc. (ICTSI) concernant le terminal 2 de Durban, le principal du pays. Cette dernière n'est d'ailleurs toujours pas finalisée, signe de la complexité de réformer le secteur.

La province du Gauteng en situation de stress hydrique (*Engineering News*)

[La ville de Johannesburg en situation de stress hydrique](#)

Le 16 mars 2024, la compagnie publique Rand Water, plus grand fournisseur d'eau d'Afrique, a informé trois municipalités de la province centrale de Gauteng - Johannesburg, Tshwane (Pretoria) et Ekurhuleni, qui comptent ensemble plus de 13 millions d'habitants - que son système était sur le point de s'effondrer. Cet avertissement intervient après qu'une grande partie de Johannesburg, la plus grande ville d'Afrique du Sud, a été privée d'eau pendant 11 jours, certains quartiers n'étant toujours pas approvisionnés. En moyenne, les déficiences du réseau de Johannesburg Water (fuites, détournements...) occasionnent des pertes de 44%. Si Johannesburg est particulièrement touchée, le problème est général. Ainsi, les réservoirs de Rand Water ne sont plus remplis qu'à 30 % environ depuis la fin du mois de décembre, alors qu'ils sont en temps normal à plus de 70 %. Cela est dû à la forte consommation des trois principales zones métropolitaines (3,4 Mds L d'eau par jour) liée aux fortes chaleurs actuelles ainsi qu'à la mauvaise gestion et détérioration des systèmes en approvisionnement d'eau. Le risque autour d'une future pénurie d'eau au sein du cœur économique, démographique et politique d'Afrique du Sud est donc de plus en plus réel.

Un navire d'Orange Marine envoyé pour réparer la coupure de câbles sous-marins ayant ralenti le trafic internet en Afrique subsaharienne (My BroadBand)

[Un navire d'Orange envoyé pour réparer la coupure de câbles marins ayant provoqué un ralentissement d'Internet en Afrique du Sud](#)

Le navire Léon Thévenin d'Orange Marine a quitté le port du Cap mardi 19 mars 2024 et fait route vers la zone où quatre câbles sous-marins ont été endommagés au large de la Côte d'Ivoire, le 14 mars 2024, provoquant des pannes et des ralentissements généralisés du trafic internet en Afrique australe. Il s'agit des câbles West Africa Cable System (WACS-Alcatel Submarine Networks (ASN)), Africa Coast to Europe (ACE- ASN), MainOne (Subcom), and SAT-3 cables (ASN). Ces câbles relient l'Europe à l'Afrique et à l'Asie. Ils semblent avoir été rompus à 3 kms de profondeur à cause de l'activité sismique des fonds marins. Le Thévenin pouvant effectuer des réparations dans des eaux d'une profondeur allant de 10 mètres à 7 kms a été dépêché sur place en plus d'un second navire qui arrivera du Royaume-Uni. Les estimations sur la durée de la réparation des câbles varient entre 3 et 5 semaines.

Markus Jooste, ancien PDG de Steinhoff, se suicide (Business Day)

[Markus Jooste, ancien PDG de Steinhoff se suicide](#)

L'ancien PDG de Steinhoff, Markus Jooste, accusé d'être le cerveau de la plus grande affaire de fraude en Afrique du Sud, s'est suicidé jeudi 21 mars. M. Jooste était PDG de la multinationale Steinhoff, spécialisée dans la vente de meubles, lorsque celle-ci a créé des sociétés écrans fictives à l'étranger pour gonfler ses bénéfices et dissimuler ses pertes. Steinhoff International était une société holding multinationale doublement cotée en Allemagne et en Afrique du Sud dont le siège se trouvait à Johannesburg. Elle a été officiellement liquidée le 13 octobre 2023 à la suite du scandale qui a fait perdre au moins 200 Mds ZAR (9,7 Mds EUR) aux actionnaires, soit le plus grand scandale financier en Afrique du Sud. Un jour avant son décès, l'Autorité de conduite du secteur financier (ACSF) a infligé à M.

Jooste une amende de 475 M ZAR (23 M EUR) pour avoir trompé le marché entre 2014 et 2017. Elle a également conclu qu'il lui avait "intentionnellement menti" au cours de son enquête. Il était prévu que M. Jooste soit arrêté vendredi 22 mars avant que sa mort ne coupe court aux charges auxquelles il devait répondre.

Botswana

L'agence S&P maintient sa notation souveraine à BBB+ (S&P Global Ratings)

[Botswana Ratings Affirmed At 'BBB+/A-2': Outlook | S&P Global Ratings \(spglobal.com\)](#)

Le 15 mars, l'agence S&P Global Ratings a maintenu la notation souveraine du Botswana à « BBB+ » avec une perspective d'évolution « stable » - soit trois crans dans la catégorie investissement. L'économie demeure ainsi la mieux notée en Afrique subsaharienne, et la seule n'étant pas considérée comme spéculative. L'agence justifie sa décision par la robustesse des institutions et la gestion prudente de la rente diamantifère (via le fonds souverain Pula Funds) et des finances publiques (déficit maîtrisés – 2,6% PIB sur l'exercice 2023/2024, et dette publique peu élevée - 21% du PIB à fin 2023). S&P anticipe par ailleurs une accélération de la croissance en 2024 (4,2% après 3,5% en 2023), portée par un rebond de la demande mondiale de diamants (venant d'Inde notamment). A noter que, selon le communiqué, le mécanisme d'Anvers du G7 visant à exclure les pierres précieuses russes du marché présente à ce stade un risque modéré pour les exportations botswanaises de diamants (deux tiers des exportations du pays). Par ailleurs, alors que l'économie reste fortement dépendante du secteur diamantifère (près des deux tiers du PIB), S&P anticipe une diversification de l'économie, soutenue par plusieurs investissements du secteur privé (exploitation du cuivre et de l'argent, développement des infrastructures, etc.) et par une politique budgétaire de relance sur l'exercice 2024/2025.

Zambie

La Banque mondiale octroie une subvention de 100 MUSD pour le secteur énergétique (Banque Mondiale)

[World Bank Boosts Support for the Financial Sustainability, Reliability, and Resilience of Zambia's Electricity Sector](#)

Le 15 mars, la Banque mondiale a octroyé une subvention de 100 MUSD à l'électricien public ZESCO. Le financement vise à soutenir la première phase (2024-26) d'un programme plus large (700 MUSD sur 10 ans - *National Energy Advancement and Transformation Program (NEAT)*). Il ambitionne de restaurer la soutenabilité financière de l'entreprise, ainsi que de soutenir les campagnes d'électrification rurale et le développement de nouvelles capacités énergétiques renouvelables non-hydroélectriques. A terme, l'objectif est de catalyser les investissements privés dans le secteur énergétique (modèle PPP), une priorité affichée du gouvernement. Cette annonce intervient moins d'une semaine après que la Zambie a annoncé mettre en place des délestages électriques – coupures de courant programmées pour limiter la tension sur le réseau (Cf: Brève semaine 10&11 – Une sécheresse historique en Afrique australe). tresor.economie.gouv.fr/Articles/6401b432-f3bb-4972-9bef-1e33ee350540/files/cd3e05f3-a9f1-4fd1-819c-1e105a489f54

Le secteur, qui repose quasi-exclusivement sur les capacités hydroélectriques (95% du mix énergétique) pâti en effet des sécheresses répétées (2015-16 puis 2018-20 et 2023-2024 – en lien avec l'impact du phénomène climatique El Nino), plongeant progressivement ZESCO dans une crise financière.

Zimbabwe

Forte baisse des récoltes de maïs au Zimbabwe à cause de la sécheresse historique en Afrique australe (Agence Ecofin)

[Forte baisse des récoltes de maïs au Zimbabwe à cause de la sécheresse historique en Afrique australe](#)

Au Zimbabwe, la production de maïs devrait s'établir à 696 116 tonnes au terme de la campagne 2023/2024 qui s'achèvera en juillet prochain, selon les récentes estimations annoncées par le ministère de l'Agriculture. Si ce chiffre se révèle exact, cela représenterait une baisse de 36 % par rapport aux prévisions de 1,1 million de tonnes formulées en décembre dernier et de 50 % par rapport à la récolte de 1,4 million de tonnes réalisée au cours de la campagne précédente. Il s'agirait également du niveau le plus bas enregistré au Zimbabwe en 8 ans depuis la campagne 2015/2016, lorsque la filière n'avait produit que 512 000 tonnes de maïs, et cela marquerait la deuxième saison consécutive de baisse pour le pays, qui avait établi un record de production de 2,7 millions de tonnes en 2021/2022. Cette contreperformance est imputable aux répercussions du phénomène climatique El Niño qui affecte toute la région, en particulier la Zambie et le Malawi. Cette baisse de la production nationale de maïs devrait accroître la demande du Zimbabwe pour des importations mais l'inflation galopante et les difficultés d'accès aux devises étrangères représentent des obstacles majeurs. Le pays fait donc face à un risque d'insécurité alimentaire, le maïs constituant la base de l'alimentation de la population.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr